

récusé la justesse de la déclaration, il s'est servi de tous les arguments erronés qu'elle renfermait pour tenter de nous détruire.

L'hon. M. Pickersgill: Ainsi que l'a fait M. Harkness, hier soir.

Le très hon. M. Diefenbaker. Je sais fort bien que cette remarque a procuré à l'honorable représentant une joie ineffable, mais je maintiens qu'on n'aurait pas dû reprendre les arguments renfermés dans la déclaration, qui n'aurait pas dû être formulée. Ce n'est pas ainsi que fonctionnent les relations diplomatiques entre les pays. L'opposition—je veux parler, bien entendu, de l'opposition libérale—y a assis sa thèse, même avant qu'on ait émis la déclaration.

M. Benidickson: Vous ne pouvez pas faire avaler cette explication aux conservateurs de Calgary-Nord.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je me réjouis de constater que l'honorable représentant est de retour. D'aucuns prétendent que cette attitude est antiaméricaine. Monsieur l'Orateur, il n'en est rien. A mon avis, c'est être tout bonnement Canadien, ou pro-Canadien, que de le faire savoir quand quelque chose ne va pas. L'accusation portée est injuste.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: On m'a fait remarquer que, si je prenais cette attitude, je ferais planer des dangers sur le Canada, je ferais tort à notre pays, que sa puissance économique en souffrirait. Je refuse de souscrire à cette opinion qui est dénuée de fondement. Va-t-on essayer de me faire croire que les États-Unis, qui ont fait profiter de leur générosité toute la surface de la terre, adopteraient des mesures de représailles contre nous si nous refusons de nous rallier à une proposition qu'ils nous font? Poussé jusqu'à sa conclusion logique, ce raisonnement—et je constate qu'on l'évoque aujourd'hui dans diverses régions du pays—laisse sous-entendre que nous n'avons plus le droit d'arrêter nos propres politiques dans notre pays. Je récusé cette assertion.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: Je crois en la collaboration parce que je crois en la bonne entente. C'est Franklin qui a déclaré: «Nous devons rester unis ou nous crèverons chacun dans notre coin». Pour ma part, j'ai foi en la collaboration. Sans elle, il n'y a pas de survivance possible. Mais je ne saurais souscrire aux craintes de ceux qui croient que nous devons nous asservir afin d'être un bon allié de n'importe quel pays au monde.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Macdonald a connu ce combat. Les grands marchands de la ville de Montréal à cette époque—non pas les Canadiens français—avaient leurs opinions là-dessus, à savoir que, somme toute, le Canada serait beaucoup plus puissant s'il se joignait aux États-Unis. Ce n'était pas l'avis de Macdonald. Cette idée revient à presque toutes les générations.

Je vous dirai ceci, monsieur l'Orateur. Nous sommes influencés de cette façon chaque jour au Canada, par la radio, la télévision et les journaux. Lorsque le chef des États-Unis parle, nous entendons toutes ses paroles à la télévision. J'aimerais qu'il y ait plus d'échanges à cet égard, afin que les Américains apprennent quelque chose de notre pays. Quand j'entends des gens dire que le fait d'oser exprimer notre opinion va compromettre l'économie du Canada, je me demande quel serait l'avenir de notre pays si tous ces craintifs et tous ceux qui ont peu de foi étaient au pouvoir au Canada. Je crois en la collaboration, en la collaboration la plus étroite, mais non pas en l'absorption de notre point de vue par toute autre nation. Je crois au maintien, tant en esprit qu'en fait, de l'identité du Canada, de son droit à déterminer sa propre politique, sans qu'il ait à recourir à une aide extérieure pour le faire.

L'hon. M. Martin: Nous sommes tous d'accord là-dessus.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je passe maintenant à l'autre partie de cette proposition d'amendement, monsieur l'Orateur. Alors que nous écoutions le chef de l'opposition, nous avons pu constater qu'il n'a fait que répéter les mêmes vieilles déclarations. Je lisais certains des discours qu'il a prononcés en 1958. Il a très bonne mémoire, car il employait les mêmes mots à l'époque, du commencement à la fin. Il parle de la façon dont le Parlement n'a pas agi. Il aimerait faire croire au Canada que nous sommes responsables de cet état de choses. Eh bien, monsieur l'Orateur, examinez le *Feuilleton* et voyez la quantité de mesures législatives qui y sont inscrites. Peut-on faire accepter quoi que ce soit? Je ne parle pas des autres partis en ce moment. (*Exclamations*) Je parle de ceux qui se sont vantés ouvertement qu'ils retarderaient les délibérations de la Chambre jusqu'à ce que, enfin, nous ne puissions faire adopter les subsides et que nous soyons obligés, par conséquent, d'aller devant le peuple. Il s'agit de mesures législatives nécessaires au pays. En ce qui concerne la loi sur l'Office national de développement économique, ils ont dit que, sous certaines réserves, c'était une bonne mesure. La laissent-ils adopter? Ils ne cessent de parler; puis ils finissent